



COMMUNIQUE DU 15 janvier 2015

Après l'émotion le temps de la réflexion et des questions

Le drame qui s'est déroulé en France la semaine dernière a suscité une immense émotion dans la population. Si en tant que citoyen nous nous sentons concernés, en tant que professionnel et travailleur social nous devons nous questionner sur notre fonction au sein de la société, sur la place qu'occupe le service social comme créateur de cohésion.

La profession d'assistant de service social s'est créée en référence à des valeurs issues de la déclaration des Droits de l'Homme, et sont rappelées par l'ANAS dans son code de déontologie.

Ces valeurs que nous portons quotidiennement dans l'exercice de notre travail sont elles encore partagées par les institutions dans lesquelles nous exerçons ? La logique de gestion n'a-t-elle pas pris le pas sur celle de l'essence même du travail social tel qu'il est défini dans les textes nationaux et internationaux ? Notre rôle de créateur de lien social ne passe t-il pas aujourd'hui au second plan face au traitement « de masse » qui nous est imposé.

Sommes-nous encore aujourd'hui en capacité d'entendre les demandes qui nous sont faites ?

Les réponses que nous y apportons sont elles le fruit d'une construction commune avec les personnes concernées ou la stricte application de dispositifs qui ne donnent aucune place à l'initiative et à la recherche de solutions autres que celles organisées par nos institutions ?

Historiquement le travail social œuvrait à la prévention des dégradations sanitaires et sociales. Cette partie préventive a peu à peu décliné au profit d'un travail social curatif. Nous intervenons aujourd'hui davantage lorsque les problèmes sont apparus qu'en amont de leur apparition.

La radicalisation de jeunes nés en France mais ne se reconnaissant pas comme français, mais aussi la montée de l'intolérance face à la différence, le repli sur soi d'une partie de la population est le témoignage d'une réelle difficulté à vivre ensemble.

En quoi et comment les travailleurs sociaux peuvent-ils renverser une tendance qui n'est pas inéluctable ?

Les valeurs républicaines, défendues par les travailleurs sociaux, ont été rappelées partout en France ces derniers jours : la Liberté qui peut s'exercer parce que nous sommes dans une démocratie, l'Égalité qui permet de corriger des injustices en donnant des droits, des

chances à tous, la Fraternité enfin qui doit se décliner en solidarité, en lien social. Dans notre société de droits, la Fraternité a été un peu oubliée, reléguée au rayon des souvenirs. Et pourtant c'est elle qui permet de voir l'autre non pas comme concurrent ou ennemi mais comme un autre soi même. C'est elle qui permet de transformer les peurs et les hostilités en compréhension et en empathie. Mais elle ne vient pas spontanément surtout dans un contexte économiquement difficile qui crée des réflexes de protection. Elle ne peut germer qu'à partir de (re)connaissance mutuelle. Si l'école reste encore un des lieux où la mixité des cultures peut (mais pas toujours) permettre cette rencontre, la segmentation de la société par statut favorise de moins en moins le vivre ensemble.

A l'heure où l'on parle de refonder le travail social il est indispensable que nous nous regroupions pour réfléchir à ce qui pourrait le mieux aider ceux qui ne trouvent plus leur place au sein de notre société, à ce qui pourrait permettre que se tissent des liens entre des groupes vivant des réalités différentes, à ce qui pourrait améliorer la vie collective. Cela ne pourra se faire que si nous sortons des « logiques managériales » qui étouffent les initiatives et de l'approche des populations par catégorie de problèmes telle que pensée par les institutions.

La montée des intégrismes ne doit pas nous faire peur. Il nous faut nous rassembler et faire corps commun et promouvoir encore plus aujourd'hui et demain des pratiques portées par du sens. L'élan de solidarité qui s'est spontanément exprimé lors des rassemblements de dimanche dernier ne doit pas retomber, il y a urgence à remettre le social à sa juste place.

Anne-Brigitte COSSON
Présidente de l'ANAS